

INFOLIO

PARTENARIAT RÉGION & AGENCES D'URBANISME

VERS LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DES TERRITOIRES : S'ADAPTER AUX SPÉCIFICITÉS TERRITORIALES POUR UNE MISE EN ŒUVRE EFFICIENTE

Les dernières réformes territoriales ont renforcé les compétences de la Région en matière d'aménagement du territoire mais lui ont également donné un chef de file en matière de climat, air, énergie. Le caractère prescriptif du futur SRADET illustre cette évolution.

La transition énergétique figure comme un des principaux enjeux régionaux. Le partenariat entre la Région et les agences vise à favoriser, sur chaque territoire, la prise en compte de cet enjeu, notamment lors de l'élaboration par les collectivités locales de leurs documents d'urbanisme et de planification (SCOT, PLU, PLH, PDU, PCAET...).

L'énergie accessible et bon marché a longtemps permis le développement d'une urbanisation non économe en ressources. L'étalement urbain encouragé par l'utilisation massive de la voiture et la forte consommation du foncier qu'il génère, compromettent l'aménagement durable des territoires. L'objectif est de promouvoir des politiques territoriales d'aménagement économes qui favorisent une maîtrise de la demande énergétique et le développement des énergies renouvelables tout en s'adaptant aux spécificités territoriales.

UNE NOUVELLE APPROCHE POUR DÉFINIR UNE TYPOLOGIE DE TERRITOIRE

UNE DIVERSITÉ TERRITORIALE DE PROFILS

Afin d'approcher, dans un premier niveau, les potentialités des territoires en matière de transition énergétique et d'adaptation au changement climatique, il a été décidé de procéder à une typologie de l'ensemble des communes de la région en utilisant des variables relatives aux consommations énergétiques (logements, déplacements, activités économiques), à la qualité de l'air et aux données socio-économiques et urbaines qui permettent d'expliquer ces niveaux de consommation. Il s'agit de po-

ser un autre regard sur la transition énergétique et l'adaptation au changement climatique à l'échelle régionale.

En effet, cette typologie est différente de ce qui se fait généralement dans les travaux de planification stratégique. Elle a pour but de définir un périmètre « fixe » nécessaire à l'analyse croisée et statistique en matière de transition énergétique et d'adaptation au changement climatique.

Cette typologie vise à définir des profils de comportement « types » et moyen de communes, à partir de l'analyse combinée des indicateurs sans pour autant refléter une réalité précise pour chaque commune et chaque indicateur analysé séparément. L'objectif final est de définir de grands leviers d'actions en fonction des principales caractéris-

tiques des communes de chaque classe. Il ne s'agit pas de définir précisément les actions à mener dans chaque commune mais d'ouvrir des possibilités.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET URBANISME : CROISER DE NOUVEAUX INDICATEURS

Indicateurs climat, air, énergie

Ces indicateurs permettent de qualifier les territoires au regard de leur comportement face aux enjeux énergétiques et climatiques :

- les consommations énergétiques des bâtiments, du transport, de l'industrie et de l'agriculture ;
- les émissions totales de gaz à effet de serre par habitant ;
- les émissions de polluants par habitant.

Indicateurs relatifs aux bâtiments à usage résidentiel

Ces indicateurs sont pris en compte en considérant l'impact de l'âge de construction des bâtiments à usage d'habitation sur le niveau de consommation énergétique, les émissions de GES et de polluants selon :

- les techniques et modes utilisés;
- la prise en compte des différentes réglementations thermiques intervenues depuis 1974. En effet, une urbanisation plus dense sera moins énergivore car elle permet de limiter les déperditions de chaleur et rend possible le développement de sources collectives pour le chauffage et donc une amélioration de l'efficacité énergétique;
- un mode de chauffage collectif permet d'améliorer la performance énergétique des bâtiments et d'envisager des actions fortes de renouvellement d'un matériel plus performant d'un point de vue énergétique, moins polluant et favorise les opportunités de mise en place de réseau de chaleur urbain.

Ces indicateurs interrogent sur les enjeux en matière de :

- la rénovation énergétique des bâtiments;
- le renouvellement des formes urbaines;
- le développement de réseau de chaleur urbain;
- le renouvellement des modes et systèmes de chauffage.

Indicateurs relatifs aux déplacements

Ces indicateurs sont référencés en considérant que les consommations énergétiques des déplacements sont impactées par les modes utilisés et par les obligations de déplacement liées au mode d'organisation des territoires, notamment en matière de proximité habitat/emploi ou d'accès aux services.

Les enjeux attendant au choix de ces indicateurs concernent :

- la mixité fonctionnelle;
- le développement de réseau de transports collectifs;
- la cohérence urbanisme-déplacements;
- la recherche de solutions alternatives à la voiture individuelle pour les déplacements.

Indicateurs relatifs aux activités économiques

Ces indicateurs ne sont pas intégrés dans la

construction de la typologie par manque de fiabilité des données à l'échelle communale. Mais ils restent cependant intéressants à analyser à l'échelle des typologies car ils permettent d'identifier des comportements particuliers et de donner un niveau d'information complémentaire. Le choix de ces indicateurs permet de développer une approche sur des leviers complémentaires ponctuels notamment sur les questions de développement de circuits courts agricoles, la diminution des impacts énergétiques de cette production et les opportunités de récupération de chaleur fatale des industries.

QUATRE CLASSES PRINCIPALES DE PROFIL « TYPE » DE COMMUNES

Les territoires de centralités dont les communes touristiques littorales présentent une part importante de résidences principales. Les logements collectifs y sont dominants. Ces espaces urbains recensent un nombre important d'équipements. Ils constituent des pôles d'emplois générant des déplacements motorisés. Toutefois, la part modale de voiture et le nombre de voitures par ménage reste inférieur à la moyenne régionale.



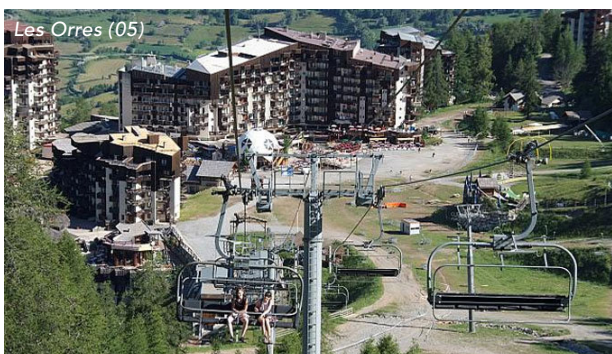
Les territoires périurbains et greniers présentent une part importante de résidences principales, construites majoritairement après les années 1990. Avec une part modale et un nombre de voitures par ménage élevé, la place de la voiture est très importante. Les espaces agricoles tiennent une place non négligeable dans les paysages de ces territoires.

Les territoires périurbains, tout comme les territoires de centralités, sont ceux pour lesquels la mise en œuvre d'actions favorables à la transition énergétique est prioritaire.



Les territoires résidentiels attractifs et ressources présentent une part plus élevée de résidences principales de type maisons individuelles construites avant 1946. Ces espaces présentent par ailleurs un certain dynamisme de constructions individuelles neuves. Si le taux d'équipement reste correct, leur diversité reste plus faible.

Les territoires touristiques de montagne présentent une part importante de résidences secondaires. Les logements collectifs y sont dominants. Les activités économiques sont principalement orientées vers les emplois tertiaires. Ces espaces urbains recensent par ailleurs un nombre important d'équipements compte tenu du nombre d'habitants en saison touristique.



TROIS PROFILS « TYPES » COMPLÉMENTAIRES

Les territoires des communes touristiques et stations de tourisme présentent généralement des flux importants de population, souvent de

manière saisonnière. La part des résidences secondaires est importante.

Les territoires accueillant des zones d'activités économiques présentent des caractéristiques bâties spécifiques, avec un bâti souvent très énergivore, et bénéficient de grands espaces susceptibles d'être valorisés pour la production d'énergie renouvelable (parkings, toitures).

Les territoires soumis à des activités générant une dégradation potentielle de la qualité de l'air présentent un fort taux d'émission de polluants par habitant. Cette qualité de l'air dégradée est induite par la présence, sur ces communes, d'infrastructures routières importantes, d'une carrière et/ou d'activités industrielles.



DES LEVIERS D' ACTIONS ET DES OUTILS À MOBILISER

Pour une mise en œuvre efficace de la transition énergétique dans les territoires, la finalité a été de préciser et hiérarchiser les leviers d'actions les plus adaptés. Cette définition prend appui sur la qualification des territoires en fonction de leur profil climat, air, énergie et leur profil territorial. Quant à la hiérarchisation des leviers, elle s'est opérée au regard du poids que représente le « type » de territoire dans la Région Paca et au regard des caractéristiques climat, air, énergie intrinsèques au « type » de territoire.

A titre d'exemple, si, à l'échelle du territoire régional, les consommations énergétiques des

territoires résidentiels attractifs sont marginales (5% de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur), à l'échelle de ces territoires, ces consommations par les bâtiments sont majoritaires (75%).

Des pistes d'outils de financement, d'ingénierie, réglementaires ou de mobilisation des acteurs sont présentées. Ces outils visent à décliner de manière opérationnelle les différents leviers d'actions dans les territoires. L'ambition a été d'identifier aussi bien des outils existants sur le territoire régional que des outils potentiellement mobilisables qui ont été référencés sur des territoires voisins.

Pour chaque « type » de territoire, une fiche-actions a été rédigée pour être un outil support de discussion avec les territoires souhaitant répondre opérationnellement aux enjeux de transition énergétique.



TERRITOIRES PÉRIURBAINS GRENIER

Les territoires appartenant à cette classe possèdent une part importante de résidences principales, construites majoritairement après les années 1990. Avec une part modeste et un nombre de voitures par ménage élevé, la place de la voiture est très importante. Les espaces agricoles forment une place non négligeable dans les paysages de ces territoires.

Les territoires périurbains, tout comme les territoires de centralité, sont ceux pour lesquels la mise en œuvre d'actions favorables à la transition énergétique est prioritaire.

CETTE CLASSE REPRÉSENTE POTENTIELLEMENT :

- 48 communes
- 1 428 545 habitants (20% de la région PACA)
- Evolution démographique 2007 - 2012 positive : + 0,9% (+1,3% pour la Région PACA)

PROFIL TERRITORIAL : LES SPÉCIFICITÉS DES TERRITOIRES PÉRIURBAINS/GRENIER

| | | | |
|---|--------------------|---|--------------------|
| Part des résidences principales | 75% (Région PACA) | Part des espaces agricoles | 22% (Région PACA) |
| Part des résidences principales construites après 1991 | 82% (Région PACA) | Part des emplois industriels | 9% (Région PACA) |
| Part d'utilisation de la voiture dans les déplacements domicile/travail | 70% (Région PACA) | Diversité de l'offre d'équipements de proximité | 100% (Région PACA) |
| Nombre de véhicules par ménage | 1,15 (Région PACA) | | |



PISTES D'OUTILS

DISPOSITIFS/INGÉNIERIE

- Diagnostic ESCO Quartier*
- Diagnostic Quartier Durable Méditerranéen*

FINANCEMENT

- Financement à destination des particuliers pour l'isolation des systèmes de chauffage et de la rénovation énergétique ;
- Dispositif « ESCO-RENDEZ » dans le département des Bouches-du-Rhône.

RÉGLEMENTATION

- Contrôle des objectifs de performances énergétiques et environnementales renforcés dans les documents d'urbanisme (SCoT et PLU).

PROFIL ENERGIE, CLIMAT, AIR

| | |
|------------------------------------|-----|
| Consommation énergétique totale | 34% |
| Production de chaleur renouvelable | 22% |
| Part des terres agricoles | 34% |

ÉMISSIONS

- 2,7 tCO₂e par ménage
- 2,8 tCO₂e par ménage en PACA

RENOUVELABLES

- 1,8 tCO₂e par habitant et emploi
- 1,8 tCO₂e par habitant et emploi en PACA

TRAVERTISSEMENT

- 0,8 tCO₂e par emploi tertiaire
- 0,8 tCO₂e par emploi tertiaire en PACA

CLIMAT-AIR

Les consommations énergétiques par ménage pour les secteurs d'habitat du résidentiel, du tertiaire et des transports sont équivalentes à celles de la région PACA. Quant aux émissions de polluants et de GES par habitant, elles sont plus faibles que la moyenne régionale mais restent toutefois plus élevées que pour les territoires de centralité. Elles représentent malgré tout 1/3 des émissions de PACA.

Ressources / Énergie renouvelables

La production actuelle d'énergies renouvelables dans l'habitat individuel est à poursuivre. La partie hydroélectrique et la partie photovoltaïque sont fortement représentées.

Avec la valorisation des espaces agricoles (installations d'énergie renouvelable en toiture, éoliennes et panneaux, le développement des circuits courts ou encore la valorisation des déchets agricoles, des opportunités existent. Le patrimoine domestique lié à l'habitat individuel est aussi une potentialité pour ces espaces.

Exemple de fiche-actions pour les territoires périurbains et greniers

Le partenariat entre les agences d'urbanisme et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Mis en place en 2015 dans le cadre d'une convention triennale, ce partenariat d'une ampleur inédite en France, permet la mutualisation des capacités d'études et d'observation à l'échelle régionale. Relevant soit de la mise en commun d'expertises, soit de productions de données et d'analyses, ces actions couvrent des thèmes variés et transversaux, comme la mobilité, la planification, le développement durable, l'aménagement ou l'économie. L'objectif de ces travaux est de permettre une meilleure coordination des politiques publiques au niveau régional.

